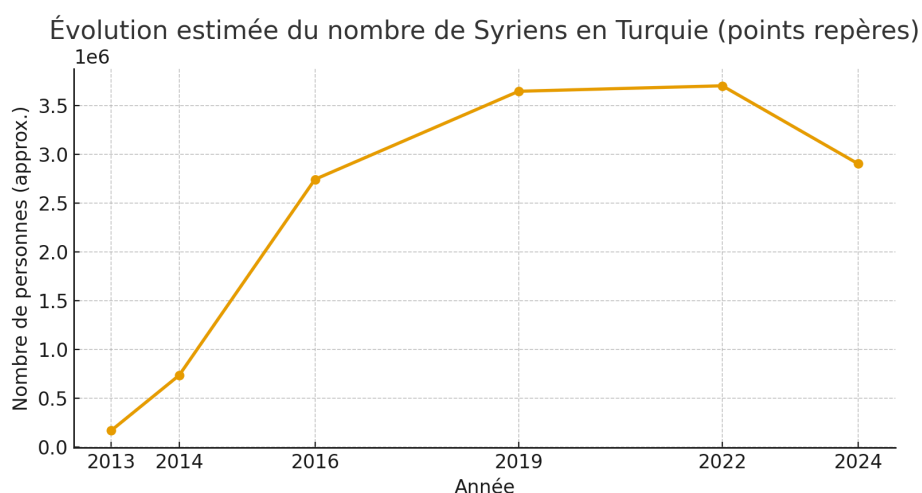


L'immigration syrienne en Turquie : Intégrations et tensions

Depuis le début de la guerre en Syrie (2011), la Turquie est devenue le principal pays d'accueil des Syriens déplacés. Selon le HCR (UNHCR, 2023), la Turquie héberge environ 3,2 millions de Syriens enregistrés sous protection temporaire (chiffre courant en 2024–2025). La quasi-totalité ($\approx 98\%$) vit hors des camps, dispersée dans les villes et zones périurbaines d'où le caractère urbain et décentralisé de la présence syrienne en Turquie (UNHCR, 2023).



Depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, la Turquie est devenue le principal pays d'accueil des Syriens déplacés. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le pays accueille aujourd'hui environ 3,2 millions de Syriens enregistrés sous protection temporaire (données 2024–2025) (Republic of Türkiye Ministry of Interior, 2025). La quasi-totalité de cette population, soit environ 98 %, vit hors des camps, dispersée dans les villes et les zones périurbaines. Cette répartition traduit le caractère urbain et décentralisé de la présence syrienne en Turquie, où les réfugiés se mêlent progressivement au tissu socio-économique local.

Éducation, emploi et accès aux services

Sur le plan éducatif, une part importante des enfants syriens sont intégrés dans le système scolaire. D'après les données de l'UNICEF, on estime qu'à la fin de l'année 2023, plus d'un million d'enfants syriens étaient scolarisés, tandis qu'environ 300 000 restaient hors du système éducatif (Bonnet, 2022).

(Republic of Türkiye Ministry of Interior, 2025). Le taux global d'inscription avoisinait 76 %, mais avec des disparités selon l'âge, le genre et la région. Les principaux obstacles identifiés concernent la barrière linguistique, le manque de documents administratifs et la mobilité fréquente des familles.

L'intégration sur le marché du travail demeure, quant à elle, un défi majeur. Selon les rapports récents de l'UNHCR, environ 108 000 à 109 000 permis de travail ont été délivrés à des Syriens sous protection temporaire entre 2023 et 2024 — un chiffre modeste au regard de la population concernée. En parallèle, plusieurs études estiment qu'entre 500 000 et plus d'un million de Syriens travaillent dans le secteur informel, principalement dans l'agriculture, la construction, le textile et les services domestiques (Bonnet, 2022). Cette situation d'informalité massive expose de nombreux travailleurs à la précarité, à l'absence de protection sociale et à des conditions salariales souvent inférieures à celles des Turcs (Balci, 2017).

En matière de santé et de services sociaux, le régime de protection temporaire garantit l'accès aux soins d'urgence et aux services publics de base. Cependant, la qualité et la disponibilité des prestations varient selon les régions. Les provinces du Sud, proches de la frontière syrienne, connaissent une pression accrue sur les infrastructures locales, tandis que les grandes métropoles peinent à absorber la demande croissante en santé, logement et éducation (Balci, 2017).

Politiques publiques et cadre légal

Sur le plan institutionnel, la Turquie a mis en place en 2014 un régime de protection temporaire spécifique pour les Syriens fuyant le conflit. Comme le souligne une analyse de la Cambridge University Press, ce statut diffère du régime classique de réfugié prévu par la Convention de 1951, la Turquie appliquant une réserve géographique qui limite cette reconnaissance aux ressortissants européens (Altindag and Kaushal, 2017). La protection temporaire garantit néanmoins un droit de séjour légal, l'accès à la santé, à l'éducation et la possibilité, sous conditions, d'obtenir un permis de travail.

Entre 2016 et 2024, l'État turc a progressivement cherché à régulariser l'emploi des Syriens à travers des quotas sectoriels, des procédures administratives encadrées et l'exigence d'un employeur parrain (Altindag and Kaushal, 2017). Malgré ces réformes, l'emploi formel reste minoritaire en raison de la complexité des démarches, du manque d'information et des barrières linguistiques et économiques persistantes.

La répartition géographique des Syriens illustre la dynamique d'urbanisation forcée : la majorité s'est installée dans les provinces du Sud (Gaziantep, Hatay, Kilis), mais aussi dans les grandes métropoles comme Istanbul, Ankara ou Izmir. Les autorités locales et nationales alternent entre mesures d'intégration — ouverture d'écoles, centres de santé, programmes de soutien humanitaire — et politiques de contrôle (Altindag and Kaushal, 2017), notamment via des campagnes de vérification d'enregistrement et de retours volontaires assistés vers la Syrie.

Conséquences économiques et sociétales

Sur le plan économique, la présence syrienne a eu des effets ambivalents. D'un côté, la main-d'œuvre syrienne, souvent peu coûteuse, a soutenu la compétitivité de secteurs clés tels

que le textile, l'agriculture et la construction. De l'autre, cette concurrence sur les emplois non qualifiés a provoqué des tensions avec les travailleurs turcs, accentuées par la perception d'un déséquilibre dans l'accès aux ressources publiques. La Base de données sur l'Asile souligne par ailleurs que la dépendance à l'emploi informel fragilise l'intégration des Syriens et perpétue leur vulnérabilité socio-économique.

L'impact sur le logement et les infrastructures locales est également notable. L'arrivée rapide de millions de personnes a entraîné une hausse des loyers et mis sous tension les services municipaux, notamment les écoles, les hôpitaux et les transports. Les municipalités ont dû adapter leurs budgets et réorganiser leurs priorités pour absorber cette demande supplémentaire, souvent avec le soutien d'organisations internationales comme l'UNHCR.

Enfin, sur le plan social, la présence syrienne a contribué à recomposer le paysage urbain et culturel de nombreuses villes. Si des réseaux économiques, associatifs et commerciaux syriens se sont développés, favorisant certaines formes d'intégration, la ségrégation spatiale demeure marquée. Des quartiers à forte concentration syrienne se sont formés, où la langue, la culture et les pratiques sociales diffèrent parfois sensiblement du reste de la population (Bagcilar, Sultangazi).



Le quartier Bagcilar indiqué sur la carte se trouve en effet très éloigné du centre économique d'Istanbul (Besiktas, Sisli) (Bourcier, 2024).

Un autre facteur qui alimente les tensions au sein de la société turc à propos de l'immigration syrienne est l'obtention de la citoyenneté par investissements. Depuis 2017, la Turquie offre la possibilité d'obtenir la citoyenneté par investissement économique, notamment par l'achat d'un bien immobilier d'au moins 400 000 USD ou par d'autres formes d'apport de capitaux (dépôt bancaire, création d'emplois, obligations d'État) (Bourcier, 2024). Si ce dispositif vise avant tout à attirer des capitaux étrangers et à soutenir le secteur immobilier turc, il concerne une minorité aisée de Syriens réfugiés ou entrepreneurs, souvent établis dans des villes comme Istanbul, Gaziantep ou Antalya (Bourcier, 2024). Ces Syriens fortunés, disposant déjà d'entreprises ou de réseaux commerciaux régionaux, ont pu bénéficier de cette voie pour

régulariser leur statut et obtenir la nationalité turque plus rapidement que leurs compatriotes sous protection temporaire.

Cependant, cette politique a créé une ligne de fracture nette au sein de la communauté syrienne : d'un côté, une élite économique capable d'accéder à la citoyenneté et de participer pleinement à la vie économique turque ; de l'autre, la majorité des réfugiés, vivant dans la précarité, cantonnés à l'emploi informel et sans perspective d'intégration juridique à long terme (Bourcier, 2025). Cette disparité socio-économique a renforcé les tensions internes et alimenté un sentiment d'injustice, tant parmi les Syriens eux-mêmes que dans l'opinion publique turque, où certains perçoivent la naturalisation d'investisseurs syriens comme une forme de favoritisme.

Par ailleurs, bien que les investissements syriens dans l'immobilier ont contribué à stimuler la demande urbaine, notamment dans les régions frontalières et à Istanbul, ils ont surtout accentué la hausse des prix du logement. Politiquement, la question reste sensible : le gouvernement présente ces naturalisations comme une preuve d'intégration réussie et d'apport économique, tandis que l'opposition y voit une instrumentalisation de la crise migratoire et une mesure qui creuse les inégalités entre réfugiés pauvres et riches (Altindag and Kaushal, 2017).

Les principaux partis d'opposition, en particulier le CHP (Parti républicain du peuple) et le İYİ Parti (Bon Parti), dénoncent depuis plusieurs années un manque de transparence dans les procédures de naturalisation et accusent le gouvernement de l'AKP d'utiliser la citoyenneté comme un outil électoral et financier (Bourcier, 2025). Ils craignent notamment que la naturalisation massive ou accélérée de Syriens y compris ceux ayant acquis des biens immobiliers ne serve à modifier la démographie électorale dans certaines provinces et à favoriser l'électorat pro-gouvernemental.

Sur le plan économique, l'opposition critique également la citoyenneté par investissement, qu'elle décrit comme une « vente de passeports » favorisant les riches étrangers au détriment des citoyens turcs confrontés à la crise du logement et à l'inflation.

Une analyse de Institute of Labor Economics (IZA) qui a examiné l'impact de l'arrivée d'environ 3 millions de réfugiés syriens sur le vote en Turquie a conclu que « les effets sur les résultats électoraux étaient statistiquement insignifiants » (Bourcier, 2024).

Une autre étude (Fisunoğlu & Sert, 2019) observe que différents districts avec plus ou moins de réfugiés ne montraient pas de différence significative dans la variation du vote pour l'AKP à l'échelle nationale. De plus, environ 126 768 Syriens naturalisés participent à une élection donnée et représentent environ 0,2 % de l'électorat de cette élection qui est insignifiant pour faire basculer le sort d'une élection (Fisunoğlu & Sert, 2019).

Bien que le principe de cette obtention de citoyenneté soit questionnable, elle sert aussi de prétexte pour alimenter des discours xénophobes et raciste au sein de la société.

En somme, l'immigration syrienne stimule l'économie turc de par l'apport de main-d'œuvre qu'elle produit. Néanmoins dans un contexte économique très tendu avec une précarité grandissante les syriens deviennent les boucs émissaires dans ce contexte de crise. C'est une population visée par des discours de tous bords politiques. C'est donc dans un objectif de clarification de cette situation complexe des populations syriennes en Turquie que cet article est rédigé.

Bibliographie :

Presidency of Migration Management. "General Information." *En.goc.gov.tr*, 2022, en.goc.gov.tr/general-information2.

Republic of Türkiye Ministry of Interior. "Republic of Türkiye Ministry of Interior Presidency of Migration Management - Irregular Migration." Goc.gov.tr, 2025, en.goc.gov.tr/irregular-immigration. Accessed 20 Oct. 2025.

"Temporary Protection in Law on Foreigners and International Protection." En.goc.gov.tr, 2022, en.goc.gov.tr/temporary-protection-in-law-on-foreigners-and-international-protection.

Balci, Bayram. "Les Réfugiés Syriens En Turquie | Sciences Po L'Enjeu Mondial." *Les-Refugies-Syriens-En-Turquie.html*, 31 Oct. 2017, www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/odr/les-refugies-syriens-en-turquie.html.

Altindag, Onur, and Neeraj Kaushal. "Do Refugees Impact Voting Behavior in the Host Country? Evidence from Syrian Refugee Inflows in Turkey." *Iza.org*, iza, 2017, www.iza.org/publications/dp/10849/do-refugees-impact-voting-behavior-in-the-host-country-evidence-from-syrian-refugee-inflows-in-turkey. Accessed 20 Oct. 2025.

Bourcier, Nicolas. "En Turquie, Les Actes de Rejet Se Multiplient Contre Les Syriens d'Istanbul, Peu Enclins à Rentrer Au Pays." *Le Monde.fr*, Le Monde, 19 Aug. 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/08/19/en-turquie-les-actes-de-rejet-se-multiplient.

contre-les-syriens-d-istanbul-peu-enclins-a-rentre-au-pays_6631903_3210.html. Accessed 20 Oct. 2025.

(Bourcier, 2024)

Bourcier, Nicolas. "En Turquie, Le Dur Labeur Des Saisonniers Syriens, Dans La plus Totale Précarité." *Le Monde.fr*, Le Monde, 27 May 2024, www.lemonde.fr/international/article/2024/05/27/en-turquie-le-dur-labeur-des-saisonniers-syriens-dans-la-plus-totale-precarite_6235878_3210.html. Accessed 20 Oct. 2025.

Bonnet, Bastien. "La Situation Précaire Des Syriens En Turquie, Par Ilgi Bozdag - Désinfox-Migrations." *Désinfox-Migrations*, 26 Oct. 2022, desinfoxmigrations.fr/la-situation-precaire-des-syriens-en-turquie-par-ilgi-bozdag/. Accessed 20 Oct. 2025.

"En Turquie, Le Tournant de La Rigueur Pour Lutter Contre l'Hyperinflation Ne Convainc Pas." *Le Monde.fr*, Le Monde, 10 June 2024, www.lemonde.fr/economie/article/2024/06/10/en-turquie-le-tournant-de-la-rigueur-pour-lutter-contre-l-hyperinflation-ne-convainc-pas_6238501_3234.html. Accessed 20 Oct. 2025.